

# le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :  
Chèque bancaire à l'ordre de SARO  
ou chèque postal à l'ordre du  
« Prolétaire »

Abonnements :  
1 an : 50 F ; 6 mois : 25 F  
pili fermé : 80 F et 40 F

Abonnements de soutien :  
à partir de 100 F

17<sup>e</sup> ANNEE - N° 322  
LE NUMERO : 2 F 50  
20 FB - 1 FS  
31 oct. au 13 nov. 1980

Pour que la classe ouvrière ne soit pas désarmée dans la crise

## Non au nationalisme économique !

Avec la récession économique qui touche désormais la plupart des pays et qui risque de s'étaler sur une bonne année, le nombre des faillites grandit, les mesures de licenciement pleuvent, le chômage atteint des records, la pression sur le pouvoir d'achat se renforce, les « garanties » sont grignotées et l'insécurité s'accroît pour la classe ouvrière.

Or voilà qu'en France la balance commerciale accuse

Il faut dire que les tenants de la politique bourgeoise ne sont pas à court de solutions. Pour le RPR, il faut faire 100 milliards de plus d'investissements, mais comment y parvenir sans inflation sinon en baissant les salaires ? Pour le PCF, il suffit d'utiliser les sources d'énergie nationales en évitant d'importer du charbon américain ou... polonais, d'utiliser de la main-d'œuvre nationale, au lieu d'importer de la main-d'œuvre immigrée, parfois bien remuante ; mais comment passer du « Produisons français » du PCF au « Achetez français » du CNPF sans diminuer les coûts de production, et donc sans économiser sur les dépenses de l'Etat et rogner sur les salaires ? Quant au PS, se préparant à une éventuelle relève, il fait la synthèse de toutes les politiques...

Pour les capitalistes, tout cela va de soi : il faut faire en sorte que les entreprises soient plus compétitives sur le marché mondial, et que l'impérialisme français soit plus agressif dans la jungle internationale. Mais pour la classe ouvrière quel fruit peut-elle escompter de l'adhésion à une telle politique ?

Prenons la question au plan théorique. Les solutions proposées impliquent que la classe ouvrière puisse attendre un avantage de l'alliance avec certains intérêts capitalistes — en l'occurrence nationaux, ou même d'Etat — dans la concurrence.

Il n'est certes pas exclu qu'à un moment ou à un autre, la concurrence entre les capitalistes laisse quelque avantage aux ouvriers, mais seulement à condition qu'ils soient à ce moment-là en position de force pour imposer leurs conditions. Cela suppose par conséquent qu'ils parviennent à surmonter dans une certaine mesure la concurrence entre eux, entre catégories et nationalités, par l'union contre les capitalistes de la même branche, du même pays et, s'il le faut, de tous les pays. Ils doivent donc pour cela s'opposer à la classe capitaliste et à son Etat, dont le but est précisément de faire courber l'échine aux prolétaires et d'émettre leurs forces, de réaliser et de maintenir dans leurs rangs le maximum de concurrence, pour le plus grand bien de la bourgeoisie.

« La condition d'existence du capital,

un déficit de 41 milliards de francs depuis le début de l'année. Circonstance aggravante : la perte de compétitivité de l'ensemble de l'industrie française sur son propre marché intérieur semble générale. Et pourquoi cela ? Parce que les prix des concurrents sont plus avantageux, parce que leur main-d'œuvre est plus productive ou moins chère.

### DANS CE NUMERO

- La Pologne et l'impérialisme russe.
- Classe ouvrière et crise de l'automobile.
- Trade-unionisme et communisme (1).
- Anti-fascisme infantile.
- Correspondances.

disait le Manifeste de 1848, c'est le salariat. Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux ».

Cela signifie que pour profiter des formidables richesses qu'elle produit, pour que la formidable productivité atteinte par le travail soit mise au service des masses travailleuses du monde entier et utilisée pour éliminer la faim et l'insécurité

(suite page 2)

## La classe ouvrière de tous les pays et la crise de l'automobile

« Il faut battre les Japonais » (ou les Allemands), « Sauvons l'Angleterre », « FIAT doit continuer »... Qu'ils soient occupés à trimer sur les chaînes, en congé pour accident du travail ou épuiement, lockoutés, en « cassa integrazione », en grève avec occupation, en cours d'expulsion, ou dans les prisons françaises et allemandes pour « défaut de carte de travail » les prolétaires de tous les pays qui sont, ont été ou seront exploités dans l'industrie automobile, auront eu ces mois derniers les oreilles remplies du vacarme des exhortations et des bons conseils bourgeois, articulés dans toute une variété de langues nationales.

Cela ne fait pas de doute : la crise de l'automobile, et en particulier de la production de la voiture individuelle est mondiale. C'est vrai : l'essence, les voitures, les réparations coûtent cher.

Les bourgeois étant de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres, de plus en plus « prolétaires », c'est-à-dire n'ayant d'autre richesse que leurs enfants, on ne s'étonnera pas que la « consommation populaire » de voitures batte de l'aile... En revanche, si l'on admet un moment, avec le marxisme, que le « peuple » englobe des couches plus larges que le prolétariat, on pourra constater sans aller plus loin que « notre » Europe latine, quelques exceptions même pour ce que Georges Marchais appelle, avec les spécialistes bourgeois du marketing les « modèles de bas de gamme rationnels et économiques » (discours devant les usines Renault-Billancourt le 21-10-80) : par exemple, en France, la R5, pour laquelle, par une ironie féroce, le meurtre de Pierre Overney a constitué un excellent complément de publicité auprès de la moyenne bourgeoisie, quel-

(Suite page 2.)

## L'impérialisme français et l'Irak

« Si nous avons décidé d'assurer l'approvisionnement en pétrole de la France quelles que puissent être les circonstances, c'est, expliquait récemment le ministre irakien du pétrole en visite à Paris, à cause de la position compréhensive de la France vis-à-vis d'une part du conflit israélo-arabe et du problème palestinien, et d'autre part du transfert de technologie » (Le Nouvel Economiste du 29 sept.).

On ne peut guère illustrer plus clairement les rapports entre la France et l'Irak : l'Irak fournit à la France 25 % de son pétrole (il est son deuxième fournisseur après l'Arabie Saoudite), la France fournit à l'Irak des armes, de la technologie — nucléaire mais aussi industrielle — et de l'uranium enrichi. « La technologie française, ajoute le même hebdomadaire, est largement présente sur le champ de bataille : une centaine d'hélicoptères fabriqués par la SNIAS (Alouette III, Super-Frelon, Gazelle, Puma) ; une partie de la couverture aérienne en radars est signée Thomson-CSF ; des munitions en grandes quantités (l'Irak est depuis 1967 le meilleur client du Proche-Orient de la branche « armements » de Thomson-Brandt). De nombreux autres contrats sont en cours de réalisation, dont la livraison de 72 Mirage F1 fournis par l'Aéronautique Marcel Dassault, l'établissement d'une industrie électronique irakienne confié à Thomson-CSF ; la création d'une usine de montage d'avions Alpha-Jet... »

Aux termes d'un contrat de 1.500 millions de francs signé en 1975, la France s'est engagée à construire à Tamuz, près de Bagdad, un centre de recherches nucléaires qui doit servir à la formation de 600 ingénieurs et techniciens du nucléaire, mais aussi à la construction de deux réacteurs de recherche.

(Suite page 2.)

## La Pologne et l'impérialisme russe

La menace d'une intervention militaire plane sur la Pologne depuis les événements de l'été. La formidable révolte de la classe ouvrière dans ce pays, dirigée contre l'exploitation capitaliste dont elle est l'objet, met en cause tout naturellement la Russie qui participe — avec ses larbins locaux — au maintien de l'ordre bourgeois. En mettant en garde ceux qui — à l'Ouest mais aussi à l'Est — seraient tentés de « refaire la carte de l'Eu-

rop », c'est-à-dire de remettre en cause le partage des zones d'influence impérialistes en Europe tel qu'il a été défini au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les dirigeants russes montrent bien que ce qui les guide c'est la défense des intérêts nationaux de l'Etat impérialiste russe et non la défense d'un soi-disant « socialisme » dont — contrairement à la réalité — les travailleurs polonais seraient les heureux bénéficiaires.

L'intérêt de la Russie pour la Pologne ne date pas d'hier. A trois reprises à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (en 1772, 1773, 1795) la Pologne fit l'objet d'un partage entre la Prusse, l'Autriche et la Russie dans lequel la Russie se tailla la part du lion. Les révoltes polonaises de 1831 et 1863 ne parvinrent pas à briser le joug russe, et si la Pologne retrouva son indépendance à la fin de la première guerre mondiale, elle fut partagée une nouvelle fois en 1939, entre Russes et Allemands cette fois. Amputée à la fin de la guerre de sa partie orientale, qui fut annexée par la Russie, elle devint une « démocratie populaire », c'est-à-dire un satellite de l'URSS. Membre du Comecon et du Pacte de Varsovie, elle est un des piliers sur lesquels repose le système défensif de la Russie et fait partie de la zone d'exploitation de l'impérialisme russe en Europe de l'Est, sans laquelle l'impérialisme russe ne pourrait faire face militairement aux Etats-Unis.

Sur le plan économique, l'exploitation de la Pologne par la Russie commença au lendemain de la guerre : démontage et transfert en Russie des installations industrielles polonaises, mise en place de « sociétés mixtes » fonctionnant entièrement à l'avantage des Russes, exploitation des matières premières nécessaires au développement de l'industrie russe (jusqu'en 1956, la Russie acheta à la Pologne son charbon au dixième du prix mondial...). Et si aujourd'hui l'exploitation prend des formes moins grossières, il n'en reste pas moins que la Russie tire avantage de la domination qu'elle exerce sur la Pologne. Comment ? La Russie achète à la Polo-

gne essentiellement des machines et du matériel d'équipement et lui vend des matières premières (pétrole, etc.). La Pologne de son côté importe des machines et du matériel d'équipement qu'elle achète à l'Ouest (surtout à l'Allemagne) en échange de produits manufacturés, de matières premières et de produits alimentaires (viande, etc.), c'est-à-dire que la Pologne joue à l'égard de la Russie un rôle d'intermédiaire et de fournisseur. Les importations de la technologie occidentale par la Pologne servent à fabriquer des machines destinées au développement du capitalisme russe. C'est certainement là que réside l'intérêt essentiel de la Pologne pour la Russie.

Mais naturellement cela n'exclut pas des formes de pillage ouvert. Il y a d'abord l'avantage que procure à la Russie, dans ses opérations d'achat de machines et de matériel d'équipement à la Pologne (mais cela vaut aussi pour d'autres pays du Comecon), l'absence d'un prix mondial de référence et la position de force que lui confère le monopole quasi exclusif de la fourniture de matières premières comme le pétrole, sans compter le poids que donne dans une négociation la différence de forces... Il y a aussi le fait que les échanges se font sur la base d'un rouble non convertible et à partir d'un taux de change dont la définition dépend des Russes.

Il y a enfin la fameuse « coopération » dans le domaine des investissements, en vertu de laquelle les « partenaires » est-européens de la Russie participent à la construction —

sur le territoire russe — d'installations industrielles qui resteront acquises à l'Etat russe une fois achevées. Dans le cas du gazoduc d'Orenburg long de 2.700 km, chaque pays doit construire un tronçon de 500 à 600 km en s'endettant au besoin auprès des banques occidentales pour l'achat du matériel, et recevra au terme de l'opération des livraisons de gaz naturel. Et il ne s'agit là que d'une des 38 opérations retenues depuis sa création en 1978 par la Banque (russe...) internationale d'investissements et qui sont, à l'exception de la mise en valeur de gisements de nickel à Cuba et de métaux non ferreux en Mongolie, tous réalisés en Russie.

Cependant ce pillage de la Pologne par l'impérialisme russe n'est pas la seule raison de l'intérêt que présente la Pologne pour la Russie. Ce qui est fondamental, c'est l'importance de la Pologne dans une situation de crise, à la fois à cause de son potentiel économique et des liens institutionnels qu'elle a avec la Russie. La Pologne, dixième puissance économique du monde, produit 200 millions de tonnes de charbon par an, 40 millions de tonnes de lignite, 20 millions de tonnes d'acier, 400.000 tonnes de cuivre et d'autre part elle est tenue, en application des accords de spécialisation découlant de la « division socialiste du travail », de fournir aux pays du Comecon — en fait essentiellement à la Russie — du matériel bien précis tel que des excavatrices, des machines-outils à métaux, des machines de presse et de forge, des machines pour l'industrie chimique, des machi-

(Suite page 2.)

## Non au nationalisme économique !

(suite de la page 1)

rité, pour soulager la peine en réduisant de façon draconienne l'intensité et la durée du travail, la classe ouvrière doit en finir avec le marché, le profit et donc le salaire, et pour cela détruire tous les Etats capitalistes. Et comme ce bouleversement aura le monde pour arène, cela suppose l'union des prolétaires du monde entier.

Si on ne va pas dans cette direction, alors on accepte la concurrence, la division et l'impuissance. Alors il n'y a pas d'autre solution que de se plier à l'esclavage capitaliste et à ses exigences. Il faut accepter que le progrès technique serve à l'intensification de l'exploitation des uns et à l'accroissement du chômage des autres. Il faut accepter que les sacrifices consentis pour que l'économie nationale réalise des investissements précipitent l'appareil productif et toute la société vers des crises toujours plus graves. Il faut accepter d'attendre le salut d'un nouveau partage du monde entre des impérialismes dont les soldats ne sont naturellement autres que les prolétaires...

Cela dit, revenons-en à la situation présente, sur le sol tant aimé par Jeanne d'Arc et Maurice Thorez. Comme on est en période électorale, on se garde bien d'insister sur les conséquences des slogans agressifs de guerre économique lancés par tous les partis officiels, à savoir l'aggravation des sacrifices exigés de la classe ouvrière. On se rattrapera, c'est sûr, après le mois de mai...

Seul Barre appelle à ne pas tomber dans les facilités de la dévaluation du franc et à s'appliquer à une baisse des

salaires. Mais comment faire passer la pilule de la baisse du pouvoir d'achat, après celle du chômage, de la sécurité sociale, du développement du travail posté et du travail précaire ? « Dialoguez », a lancé le Joffre de l'économie aux partenaires sociaux. « Innovez », a lancé Ceyrac aux patrons : donnez des satisfactions dans le qualitatif plutôt que dans le quantitatif, a-t-il ajouté, montrant ainsi qu'il sait lire Maire. Faites participer les salariés aux responsabilités, donnez 3 % d'actions à quelques bons ouvriers, a lancé Giscard.

Bergeron a fait très respectueusement remarquer à ses maîtres, en public comme en privé, que le maintien du pouvoir d'achat était indispensable pour garantir la stabilité sociale, qui est une condition, comme chacun sait, de la victoire dans la guerre économique. Et n'est-ce pas la même politique que mènent, bien que sur le ton de Matamore pour donner le change aux travailleurs, Ségué et Marchais ?

Vous avez raison de vous inquiéter, Messieurs les larbins ! C'est vrai que pour remplir correctement votre sale besogne, il faudrait que le capital puisse ne pas reprendre au moment de la crise les miettes données à l'heure de la « prospérité ». Il faudrait que la classe ouvrière ne soit pas poussée à combattre pour défendre ses conditions de travail, de vie et de lutte. Il ne faudrait surtout pas qu'elle se mette à prendre conscience de sa force dans cette lutte, à espérer en finir avec l'exploitation capitaliste, et donc à se préparer à la révolution prolétarienne. ce pourquoi luttent précisément les communistes révolutionnaires !

## Amours franco-tunisiens

Une étude récente de la Banque Française pour le Commerce Extérieur présentait la Tunisie comme le pays du Maghreb le plus intéressant pour les investissements. Un handicap cependant, des « tensions sociales parfois virulentes ».

Barre vient de faire un voyage en Tunisie. Les résultats sont « mutuellement avantageux ». Une banque d'investissement a été créée pour tenter de drainer vers la Tunisie les capitaux pétroliers du Moyen-Orient (d'Irak notamment) sous la haute protection de l'impérialisme français. Le gouvernement tunisien n'a pas réussi à persuader son grand frère et maître français de ne pas limiter

l'immigration des travailleurs en France, source de devises et soupape de sécurité contre la trop forte pression sociale. En revanche, tout le monde s'est mis d'accord pour faire face à ces problèmes de « tensions sociales », surtout après Gafsa, en renforçant l'armée tunisienne et son équipement.

Si l'impérialisme français est économiquement gagnant dans cette histoire, la bourgeoisie tunisienne sera puissamment épaulée pour le maintien de l'ordre social. Les intérêts de la bourgeoisie n'ont pas de frontières. A plus forte raison ceux de la classe ouvrière !

## La classe ouvrière de tous les pays et la crise de l'automobile

(suite de la page 1)

ques Fiat Polski ou Panda dont Agnelli n'est pas mécontent, et naguère, aux Etats-Unis, la Volkswagen « Coccinelle », etc. (notre article est, on s'en doute, « libre de toute publicité »...).

Et si nous allions voir aux Etats-Unis (nous promettons un voyage à l'Est et dans les pays surexploités par les métropoles impérialistes dans un prochain numéro de ce journal) ? Les Etats-Unis, ce pays de rêve où il n'y a pas si longtemps, les ouvriers (plutôt blancs, non chômeurs et travaillant 70 heures par semaine...) roulaient dans des Buick ou des Chrysler, souvent rafistolées, mais tout de même impressionnantes ? Dans un article du 20 mai 1980 sur « La crise automobile aux Etats-Unis », *Le Monde* annonçait qu'« à courte échéance, le marché des automobiles neuves ne pourrait se présenter plus mal ». En effet, profitant de la gaffe des constructeurs américains, alors en retard d'un trimestre sur la reconversion aux petites voitures consommant moins, « les Japonaises », sans compter probablement, quelques Renault hispano-françaises et FIAT slavo-italiennes (nous n'avons pas les chiffres) enlevaient le morceau dans les bas de gamme : en avril, « la part du marché [US] revenant aux importations de voitures a dépassé 27 % » (même source) contre 13 ou 14 % en période normale...

Et les ouvriers de l'automobile pendant ce temps ? Partout dans le monde licenciés, divisés, réprimés, surtout s'ils étaient étrangers, femmes ou jeunes et pas moins dans les entreprises « victorieuses » dans la lutte pour les marchés, plus, au contraire, mais à un rythme et avec des méthodes plus adaptées au maintien de la paix sociale et de la productivité.

Mais laissons ce détail et revenons aux choses sérieuses, à l'état de l'économie nationale dans chaque pays, à la santé des entreprises automobiles, aux mots d'ordre d'Union sacrée économique, analogues sous tous les climats. « En cette circonstance, continuait l'article du *Monde*, il est inévitable que les syndicats fassent pression pour freiner les importations ». Eh oui, les syndicats US, les gangsters de l'AFL-CIO, les co-héritiers avec la bourgeoisie de l'écrasement et de la digestion par le capitalisme des luttes formidables des prolétaires de Détroit et de Chicago, à la fin du siècle dernier, sont aussi patriotes que nos Marchais ou Berlinguer. « Quant aux fabricants eux-mêmes, — Général Motors en tête —, continuait l'article du *Monde*, leur caractère multinational les rend allergiques à toute entrave au libre-échange. S'ils vont chercher de l'aide à Washington, ce sera pour obtenir à titre de réciprocité un meilleur accès au marché inté-

rieur japonais, et surtout pour ralentir l'application de nouvelles normes [dites d'hygiène-NdR] concernant les émissions nocives de gaz ».

Pendant ce temps-là, messieurs les bonzes syndicaux de tout poil et de toute couleur sont allés et iront encore prospecter « leurs » marchés (couches populaires, pays sous-développés, marchés de l'Est et vieille clientèle coloniale). Mais surtout, là où la bourgeoisie ne fait pas le travail directement, là où elle a et aura encore besoin de leurs services, ils iront abrutir le prolétariat en l'empêchant même de voir ce qu'il a sous les yeux, distiller par tous les moyens, anciens et modernes, le poison du CHAUVINISME et de la DIVISION, empêcher par la force, la violence, et la ruse tous les efforts d'organisation...

Un ultime exemple, britannique cette fois : à la British Leyland, les Trade Unions ont réussi à faire avaler par les ouvriers au moyen d'un « référendum démocratique » 25.000 licenciements l'an dernier, « en échange de la sécurité de l'emploi », disaient les patrons. En récompense, on promet cette année aux ouvriers 17.000 nouveaux licenciements non autogérés... Quelques-uns de ces larbins se sont fait rosser, et quelquefois pire. Mais en Angleterre, les dirigeants des Trade Unions ont l'habitude : une fois rossés, la Reine les fait Lords et quelquefois ministres, si la conservation du capitalisme l'exige...

Ici, là-bas, partout, les laisserons-nous faire, eux et leurs maîtres ?

On lit dans la presse bourgeoise les nouvelles suivantes. Deux ans après son rachat, Talbot devient une filiale d'Automobiles Peugeot. Une défaite pour Talbot ? En tout cas, le président de Peugeot a annoncé que « dans l'immédiat, Talbot allait procéder, pour des raisons d'ordre conjoncturel à des réductions d'effectifs en France (deux mille à deux mille cinq cents personnes) et en Grande-Bretagne » (Le Monde du 26-9-80). Renault, en revanche, et son président à la japonaise voguent de succès en succès. Entre autres, « en investissant 200 millions de dollars supplémentaires, Renault portera à 46 % sa participation dans le capital d'American Motors Corporation ». Et le résultat pour les travailleurs ? La régie Renault négocie avec le Fond national pour l'Emploi un accord pour... deux mille cinq cents départs en préretraite volontaire.

Une même exigence : la lutte unie des travailleurs actifs, licenciés, dégraissés ou préretraités, hommes ou femmes, français ou immigrés !

## L'impérialisme français et l'Irak

(suite de la page 1)

La France s'est aussi engagée à fournir à l'Irak l'uranium enrichi nécessaire au fonctionnement de ces réacteurs. Selon de nombreux experts, écrit encore le *Nouvel Economiste*, l'Irak disposera de la bombe A dès 1985.

L'engagement français en Irak, ajoute ce journal, ne se limite pas au seul domaine militaire ou atomique. Le ministre français du commerce extérieur est allé début août inaugurer l'usine métallurgique de Bassorah, construite par Creusot-Loire. Il en a profité pour rappeler quelques chiffres qui illustrent la percée française en Irak : les ventes sont passées de 3,5 milliards de francs en 1978 à 7 milliards en 1979 et sans doute à plus de 10 milliards en 1980. On sait aussi que la présence française est forte dans ce pays, puisqu'il y a 4.000 Français résident en Irak. Tous ces chiffres n'ont rien pour surprendre : selon le *Nouvel Observateur*, l'Irak serait peut-être le plus grand pays pétrolier du monde, plus riche en ressources potentielles que l'Arabie Saoudite elle-même...

Soucieux de trouver un contrepois à l'URSS, dont il dépend jusqu'ici pour l'essentiel de son armement — et évitant de faire appel ouvertement aux Etats-Unis pour ne pas heurter l'anti-impérialisme américain des masses arabes, l'Irak s'est tourné vers la France dès 1973. La France, elle, voit dans ce pays une des voies de pénétration au Moyen-Orient (à côté de l'Arabie Saoudite avec qui la France vient de signer un contrat de 14 milliards de francs, les émirats du Golfe, etc.) et donc une des pièces maîtresses du fameux « trilogue » entre l'Europe, l'Afrique et les pays arabes grâce auquel l'impérialisme français essaie de se placer dans la concurrence que se font tous les impérialismes à l'échelle mondiale pour la maîtrise des approvisionnements en matières premières et la recherche de débouchés commerciaux dans la guerre économique qui les dresse les uns contre les autres.

## La Pologne et l'impérialisme russe

(suite de la page 1)

nes pour l'industrie alimentaire (cf. le tableau de spécialisation de chaque pays de l'Est dans M. Lavigne, *Les Economies socialistes*, Paris, 1979). L'importance de la Pologne pour la Russie est illustrée par le fait que celle-ci absorbe le tiers des exportations de la Pologne et qu'elle compte pour un tiers environ dans ses importations (respectivement 34 et 30 %).

La Pologne présente un autre intérêt pour la Russie, militaire et stratégique celui-là. Elle fait partie du glacis que la Russie s'est ménagé de la Baltique à la Mer Noire en cas d'attaque sur le front européen. Grâce à ce tampon entre la Russie et ses adversaires occidentaux, la frontière russe s'est dédoublée : si sa frontière offensive se trouve entre la RFA et la RDA (ce qui met les blindés russes à 200 km de Strasbourg, comme le rappellent les partisans de l'Alliance atlantique), sa frontière défensive est à Brest-Litovsk. L'avant-poste du dispositif militaire du Pacte de Varsovie est la RDA, où stationnent 19 divisions blindées russes. Et la Pologne est une voie de passage obligatoire entre la Russie et la RDA. Aussi les Russes commencent-ils à s'inquiéter sérieusement quand les ouvriers polonais s'attaquent, comme ils l'ont fait en 76 à Radom, mais aussi cet été à Lublin, aux voies ferrées qui relient la Pologne à la Russie...

L'armée polonaise, forte de quelque 500.000 hommes, est intégrée dans le Pacte de Varsovie, et la Pologne doit bien sûr participer à l'effort de défense commune — qu'elle le veuille ou non. Le plan polonais de 1979 prévoyait entre autres objectifs prioritaires — et dans le cadre d'une réduction des salaires et de la consommation — d'intensifier « en application d'une résolution du Pacte de Varsovie les dépenses destinées à assurer la sécurité et la capacité de défense du pays » (cf. « Les difficultés de l'économie polonaise », *Problèmes économiques* n° 1657, janvier 1980).

D'autre part l'existence d'une bande de protection à l'Est de la Russie est utile non seulement en cas de guerre conventionnelle, mais aussi en cas d'attaque nucléaire. Elle donne à la Russie un délai de riposte plus

long que si les missiles occidentaux étaient stationnés en Mazurie. Pour la Pologne comme pour les autres pays de l'Est, cette situation de tampon est inconfortable. D'où la tentation permanente pour une partie de la bourgeoisie est-européenne de larguer du côté du plus fort, c'est-à-dire de l'impérialisme occidental. En Pologne, cette tentation est renforcée par le fait que le pays est menacé à la fois par l'impérialisme russe et par l'impérialisme allemand. La Pologne est le plus pro-américain, et d'une façon générale le plus pro-occidental (voir le volume de sa dette extérieure), de tous les pays de l'Est.

Au lendemain de l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, la Russie a justifié son action de « défense du socialisme » par la doctrine de la « souveraineté limitée ». Puisqu'il y a le socialisme à l'Est, quand ce so-

cialisme est menacé, la Russie a le droit d'intervenir militairement. Si, en dépit des efforts que font depuis le début de l'été polonais les dirigeants polonais, l'Eglise et les Walesa et consorts, l'ordre et les intérêts russes étaient fondamentalement menacés en Pologne, la Russie n'hésiterait pas à employer les grands moyens, au besoin en faisant faire la sale besogne par la RDA et la Tchécoslovaquie « normalisée ».

Si une telle intervention a lieu, la réaction ouvrière, de même que la résistance à l'impérialisme russe en général, ne doit cependant pas se faire au nom de la défense de l'intérêt et de l'indépendance de la Pologne, mais au nom de la lutte de classe indépendante du prolétariat international contre les camps impérialistes et les Etats nationaux bourgeois, qui tous défendent le système capitaliste mondial.

## « Solidarité » à la croisée des chemins

En Pologne, les nouveaux syndicats à la croisée des chemins.

La puissante vague de l'été polonais est loin d'être entièrement rentrée dans son lit. Chaque jour, des grèves sauvages éclatent. Cependant, ennemis du mouvement et faux amis s'activent pour tenter de l'étouffer. Les autorités s'efforcent d'obtenir des nouveaux syndicats une adhésion aux principes du régime, de façon à les présenter comme le fruit d'un renouveau du mouvement syndical officiel, et non d'une rupture. Une partie du KOR pense créer un mouvement plus politique pour tenter, selon Le Monde du 15-10, « de contenir le mouvement de masse ».

Mais la tentation d'émousser les principes et les méthodes qui ont fait la force du mouvement est grande aussi chez ses propres dirigeants. Des représentants de « Solidarité » ont affirmé : « Nous voulons organiser un mouvement syndical en collaboration avec les autorités locales et l'Eglise. Nous voulons être cogestionnaires du pays » (Le Monde du 18-10). A Cracovie, Walesa a déclaré devant 10.000 personnes que la grève ne peut être que l'« ultime recours » et qu'elle est « néfaste pour l'économie ». Les délégués du nouveau syndicat de Varsovie, eux, penchent pour la grève générale, car ils estiment que sans elle on n'évitera pas une vague de grèves sauvages (qui d'ailleurs existe déjà et que les nouveaux syndicats s'emploient à arrêter).

Ainsi les dirigeants réformistes visent-ils eux aussi, une fois le plus fort de la tempête passé, à raccorder la paix sociale. Certains grâce à la négociation, à la participation et à la co-responsabilité démocratique ; d'autres par une grève générale bien encadrée, qui évite l'explosion de mouvements incontrôlés. Encore doivent-ils compter avec une base trempée par plusieurs mois de grève. « Fort courant pour la grève générale : Walesa débordé », titrait avec effroi Le Figaro du 21-10. Au sein des nouveaux syndicats, l'heure est maintenant à la constitution d'une opposition de classe qui tire les leçons de la lutte et tente de les renforcer contre les sirènes de l'économie nationale et de la démocratie, conseillères de modération.

## Trade-unionisme et communisme, ou « Que faire ? », hier et aujourd'hui (1)

## Le communisme ne tourne pas le dos aux luttes économiques

Comment arracher la classe ouvrière aux griffes de la politique social-impérialiste et démocratique quand on se trouve en face d'un adversaire qui présente une formidable capacité de « récupérer » les réactions immédiates à l'exploitation et à l'oppression capitalistes ? Les prolétaires combattifs et les révolutionnaires qui se posent cette question se rapportent souvent à *Que faire ?* de Lénine. La démarche est juste. Cependant on interprète souvent bien mal le texte de Lénine. Aussi nous semble-t-il utile d'étudier comment Lénine répond à cette question, avant d'examiner en quoi l'évolution du capitalisme et la situation historique présente modifient éventuellement les réponses données.

On connaît la formule cinglante de Lénine : « Le trade-unionisme, c'est [...] l'asservissement idéologique des ouvriers par la bourgeoisie » (« Que Faire ? », Œuvres, t. 5, p. 392). Mais quelle est sa signification ?

Lorsque Lénine écrit son *Que Faire ?*, en 1903, la Russie connaît un prodigieux essor des luttes revendicatives depuis le début des années 1890. Les premières grèves de cette vague « offrent bien plus de lueurs de conscience » que les émeutes des décennies précédentes, et représentent « déjà des embryons — mais rien que des embryons — de la lutte de classe ». Et Lénine précise : « prises en elles-mêmes, ces grèves étaient une lutte trade-unioniste (1), mais non encore social-démocrate [ce qui à l'époque avait le même sens que communiste-révolutionnaire] ; elles marquaient l'éveil de l'antagonisme entre ouvriers et patrons ; mais les ouvriers n'avaient pas et ne pouvaient avoir conscience de l'opposition irréductible de leurs intérêts avec tout l'ordre politique et social existant, c'est-à-

dire la conscience social-démocrate » (p. 382).

Pas la moindre trace par conséquent chez Lénine de ce mépris pour la lutte ouvrière qui n'a pas encore la force de devenir une lutte de classe pleinement consciente et reste donc limitée à un niveau trade-unioniste ; mépris que professent aujourd'hui de nombreux courants qui prétendent se réclamer de lui. Lénine ne tombe pas dans l'erreur banale qui consiste à croire que l'on doit tourner le dos à la lutte immédiate et à son renforcement pour mieux se diriger vers le but révolutionnaire. Il sait parfaitement comme l'indique le *Manifeste*, que les communistes se distinguent des autres courants prolétaires en deux points : « Ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat et dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours des intérêts du mouvement dans son ensemble. Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne les autres. Théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins du mouvement prolétarien ».

Rien à voir donc avec l'exhortation à transformer toute lutte économique en lutte politique sous peine de trahison. La lutte économique ne devient une lutte politique, objectivement, que si elle prend suffisamment d'ampleur pour opposer des secteurs significatifs des classes ennemies front à front et, subjectivement, que si une minorité, une avant-garde, dirige cette lutte avec la conscience de l'opposition irréductible des intérêts entre bourgeoisie et prolétariat.

Cela n'est possible que si les ouvriers d'avant-garde qui sont poussés par leurs besoins matériels font le *saut qualitatif* de la lutte de défense immédiate à la *lutte générale* contre la classe capitaliste et son Etat. C'est ce saut que le parti prépare, facilite et encourage par sa participation aux luttes et sa propagande. Mais il ne signifie pas que les prolétaires abandonnent la lutte pour des revendications économiques. Participant déjà à des luttes directement révolutionnaires, ils n'en continuent pas moins à organiser les larges masses sur ce terrain en cherchant à coordonner toutes les activités de la classe pour les concentrer contre la classe adverse. Comme l'affirme Lénine : « La tactique des « politiques » et des révolutionnaires, loin de méconnaître les tâches trade-unionistes de la social-démocratie est seule capable d'assurer l'accomplissement méthodique de ces tâches » (*Que Faire ?*, note p. 410).

La révolution est possible non pas quand les larges masses ont abandonné la lutte économique pour la lutte directement révolutionnaire, mais lorsqu'à côté de masses les plus actives déjà prêtes à l'offensive, les larges masses du prolétariat entrent dans la lutte contre le capital, et bien souvent pour la première fois, c'est-à-dire sur un terrain immédiat, trade-unioniste et si l'on veut économique, mais qui, bien orienté, sert aussi à la lutte révolutionnaire.

Si la description de ce processus qui part des poussées immédiates est exact, alors il est absolument indéniable que la lutte trade-unioniste est une condition, si l'on veut un préalable de la lutte révolutionnaire du prolétariat, exactement dans le sens où « si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure », comme l'affirme Marx dans *Salaires, prix et profit*. En d'autres termes, la défensive est bien une phase préalable à l'offensive, même si on ne doit jamais exclure de profiter d'une occasion pour passer à l'attaque.

Ces considérations ne s'appliquent cependant pas aux *tâches permanentes du parti*, mais uniquement à la caractérisation des diverses phases que traverse nécessairement le mouvement prolétarien. Il est clair en particulier que si le parti ne peut s'imaginer conquérir une influence large et se renforcer sans un puissant mouvement de lutte de défense prolétarienne, cela ne signifie nullement qu'il attende qu'existe une lutte immédiate puissante et à plus forte raison de fortes organisations de classe indépendantes — ce qui est un autre problème et dépend aussi de son action (2) — pour entreprendre une pro-

pagande systématique pour le programme de la révolution. Bien au contraire.

En effet, le parti ne se constitue pas en rassemblant les prolétaires disposés à lutter de la même manière que lui sur le terrain immédiat. Le parti est constitué sur la base de son programme politique et rassemble dans ses rangs les prolétaires déjà prêts à comprendre la nécessité de la dictature et de l'insurrection violente et de les *préparer*. Et cette préparation exige entre autres l'intervention dans les luttes économiques de la classe et les organismes qui naissent sur ce terrain par l'intermédiaire de groupes communistes d'usine, de fractions syndicales.

(Prochain article : « Conscience trade-unioniste » et « politique trade-unioniste »).

## NOTES

(1) « Trade-union » est l'équivalent de syndicat. Parler de « lutte trade-unioniste » revient donc à parler de « lutte syndicale » ou de « lutte économique ».

(2) Voir à ce sujet l'article intitulé « Spontanéité ouvrière, associationalisme de classe et parti révolutionnaire », paru dans *Le Proletaire* n°s 320 et 321.

## Solidarité avec les victimes de l'impérialisme anglais

Des cellules glacées, pas de vitres aux fenêtres, une seule couverture en guise de vêtement, des matelas constamment mouillés par les matons, pas de chaise, pas de table, pas de journaux, pas de radio, pas de télé, pas de visite, pas de livre — excepté la Bible —, 24 h sur 24 enfermés dans des cellules éclairées en permanence, pas de repas chauds, pas de couverts, du verre pilé et des excréments dans la nourriture, des tabassages quotidiens.

Où ça ? En Amérique latine ? En Turquie ? En Afrique du Sud ? Pas du tout, c'est en Irlande du Nord, sous l'administration de la très démocratique et parlementaire Angleterre, la prison de Maze (camp de Long Kesh près de Belfast). C'est dans ce bagne démocratique que sont parqués les militants républicains irlandais qui ont commencé le 27 octobre une grève de la faim, pour protester contre le talon de fer de l'impérialisme anglais.

Le devoir du prolétariat — et en particulier du prolétariat anglais — est de soutenir ses frères d'Irlande dans leur lutte contre l'impérialisme anglais !

« Le Congrès reconnaît comme absolument nécessaire de soutenir et de développer dans tous les cas et par tous les moyens la lutte économique des ouvriers et leurs syndicats (des syndicats pan-russes de préférence), et de fixer dès le début le caractère social-démocrate de la lutte économique et du mouvement syndical ouvrier en Russie » (Projet de résolution « sur la lutte économique » au II<sup>e</sup> Congrès du POSDR, 17 juillet 1903).

« A présent, il est probable que des syndicats vont justement commencer à se fonder bientôt. Il ne faut pas s'en tenir à l'écart et, par-dessus tout, ne pas offrir le prétexte de croire qu'il faut s'en tenir à l'écart, mais s'efforcer de participer, d'influencer, etc. Car il existe une couche particulière d'ouvriers âgés, chargés de famille, qui en ce moment apporteront terriblement peu à la lutte politique, mais énormément à la lutte syndicale. Il faut utiliser cette couche, en se bornant à diriger ses pas dans ce domaine. Il importe pour la social-démocratie russe de trouver dès le début la note juste pour les syndicats, d'ériger du premier coup en tradition l'initiative social-démocrate sur ce point, la participation social-démocrate, la direction social-démocrate. Naturellement on peut, dans la pratique, manquer de forces, mais c'est là une tout autre question » (Lettre de S.L. Goussev, 17 octobre 1905).

Lénine écrit à la veille d'une tempête révolutionnaire. Alors, que dire aujourd'hui, dans une période où ce n'est pas l'arrière-garde qui n'est pas encore prête à la lutte politique, mais où ce sont les ouvriers d'avant-garde eux-mêmes qui ont encore du mal à mener une lutte générale contre la société bourgeoise ?

## L'extrême droite et la police deux faces du terrorisme bourgeois

Depuis l'attentat de la rue Copernic, un grand battage est fait autour de la présence dans la police de militants néo-nazis, et tout le monde entonne le même refrain démocratique sur la police au service de la société, et demande l'épuration des brebis galeuses de cette digne administration. Mais en réalité, sur quoi porte la polémique ? Sur le fait de savoir s'il y a 2, 18, ou 30 fascistes dans les rangs policiers ! A vrai dire toute cette campagne vise à blanchir la police et aussi à la renforcer à la veille de la discussion du projet « sécurité et liberté ». En effet, pour les forces de droite et pour le gouvernement, toute cette campagne serait diffamatoire et viserait à porter atteinte au « moral » de la police. Bonnet n'a-t-il pas essayé de nous faire pleurer sur les pauvres flics rentrant chez eux après une dure journée de labeur, et se faisant traiter de fascistes par leurs enfants ! Pour la gauche, la police « vomirait les fascistes », comme l'a dit le PC ; et tous d'appuyer les syndicats « autonomes » de policiers, dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils ne sont pas connus pour leur « progressisme ». Et quand ces gens élargissent leur analyse, c'est pour mettre en accusation non pas l'Etat bourgeois et sa police, mais le « pouvoir » coupable de détourner la police de sa mission de protection des citoyens pour la mettre au service de ses intérêts égoïstes.

Or, le rôle réel de la police est précisément d'être l'instrument armé de l'ordre bour-

geois. Que certains groupes capitalistes financent des groupes de « supplétifs » moins liés par les règles du droit bourgeois, n'empêche nullement que la véritable force d'intimidation et de répression des mouvements sociaux qui portent atteinte à l'ordre capitaliste soit l'Etat « légal » et ses organes. C'est bien pour cela aussi que ceux qui se vouent « par idéal » à la défense violente de la société bourgeoise tendent tout naturellement à se retrouver... dans la police.

Il est bien évident que l'expulsion de quelques dizaines de fascistes de la police ne changerait rien à sa nature. Et il n'est pas étonnant de voir les forces politiques, de droite comme « de gauche », demander à cor et à cri le renforcement de la police : tous réclament l'ilotage, l'augmentation des effectifs, des dotations de matériel, l'intensification des rondes, une meilleure « formation ». Dernièrement, les conseillers généraux PCF de la Seine-Saint-Denis ont avancé des propositions « visant à assurer la sécurité de la population », à développer l'intervention préventive de la police, à assurer une formation digne de la mission de service public » de la police (L'Humanité du 17-10). Et à Marseille, ce sont les associations de locataires contrôlées par le PC ou le PS qui ont demandé les contrôles au cours desquels un jeune d'origine marocaine a été tué « par erreur ».

Des « erreurs » de ce genre ne se comptent plus... Elles vont dans le même sens que les déclarations de Stolérus sur l'expulsion des immigrés et l'arrêt de toute entrée de travailleurs, les lourdes condamnations des autonomistes bretons et corses, les contrôles policiers draconiens dans les aéroports des voyageurs venant d'Afrique, sans parler des interpellations permanentes dans le métro (plus de 40.000 en 1979 !). Quant aux ratonades anti-immigrés dans les banlieues, il est clair que forces officielles et officieuses de la bourgeoisie travaillent la main dans la main.

Au lieu de courir après le mirage d'une « démocratisation » de la police qui les désarme devant la répression, les prolétaires devront s'engager dans la seule voie féconde : la préparation de leur autodéfense de classe !

## Anti-antifascisme infantile

Nous avons sous les yeux un tract, supplément à *La Guerre sociale*, et rédigé avec la participation de six autres groupes. Le grand nombre des auteurs de ce texte explique sans doute les contradictions qu'on peut y relever, mais il s'en dégage bien toutefois une orientation commune.

L'objectif des auteurs pourrait sembler sympathique : ils veulent combattre l'antifascisme démocratique et sa tentative de mobiliser le prolétariat autour de la défense de l'Ordre bourgeois. Malheureusement, ils posent le problème à l'envers : au lieu de dénoncer le contenu réel de la démocratie et d'éveiller la révolte des ouvriers contre toutes les formes de la domination capitaliste, ils s'appliquent à montrer que le fascisme « n'est pas pire » que la démocratie, ce qui banalise finalement toute l'exploitation et l'oppression bourgeoises. Au lieu de mettre la démocratie en accusation, ils en arrivent quasiment à excuser le fascisme, et à reprocher aux démocrates d'« inventer » les crimes de la dictature ouverte de la bourgeoisie.

Cette absurdité est due au fait que, même s'il leur arrive de copier des phrases marxistes, ces gens sont des idéalistes qui ont la même conception anti-matérialiste de l'histoire que le démocrate bourgeois vulgaire. D'où leur acharnement stupide, inexplicable autrement, à nier à toute force l'existence des chambres à gaz dans les camps d'extermination. Pourquoi y tiennent-ils au point d'en faire presque une question de principe ?

Pour le philistin démocrate, l'extermination des Juifs est l'horreur inexplicable par essence, le « crime gratuit » des « monstres » nazis. Nos braves anarchistes et anarchisants ne comprennent pas plus qu'eux, ils voient les faits de la même façon. Et comme ils les dérangent, ils nient qu'ils aient eu lieu. Du coup, ils sont obligés de construire toute une théorie pseudo-matérialiste des religions et de l'idéologie, de mettre en parallèle « les terribles visions de l'enfer » avec des « horreurs exagérées ou inventées » par la classe dominante pour inciter « les hommes (...) à trouver une certaine unité (...) à communier dans les mêmes terreurs » !

En réalité, personne n'a besoin d'« inventer » des horreurs et il est difficile d'« exagérer » : le capitalisme en produit beaucoup plus que l'imagination ne saurait le faire. Le tout est de savoir quelle attitude on a devant ces horreurs.

Chaque fraction bourgeoise, chaque groupe ou camp bourgeois essaie d'utiliser celles des autres, en montant en épingle les infamies du voisin pour rallier les prolétaires à sa propre cause. Et chez eux, toutes les bourgeoisies, tous les partis bourgeois aidés par leurs laquais pseudo-ouvriers, utilisent aussi bien la violence aveugle qui jaillit des antagonismes sociaux que la violence calculée et centralisée de l'Etat et de la police, pour appeler les prolétaires à se soumettre et à adhérer à leur Ordre.

Peut-on répondre à cette exploitation de ses propres crimes par la bourgeoisie en niant purement et simplement leur réalité ? Non ! C'est débile ; dans tous les sens du terme.

Le prolétariat ne nie pas la réalité des tortures, massacres et exterminations, même s'il n'est pas seul à les subir. Il ne nie pas les horreurs innombrables perpétrées par la bourgeoisie, mais il montre leur cause réelle. Ce qui — attention ! — ne veut pas dire qu'il absout les agents d'exécution. Ces horreurs ne le laissent nullement indifférent, elles suscitent sa haine et sa volonté de les combattre. Mais il ne peut les combattre vraiment qu'en se plaçant sur son terrain de classe, avec sa perspective de classe et ses armes de classe, et non pas en s'alliant avec des forces qui en réalité visent à le paralyser et à le soumettre à l'ordre bourgeois.

C'est dans cet esprit que nous avons analysé l'extermination des Juifs lors de la deuxième guerre impérialiste, dans un article de 1960 republié en brochure avec une présentation en 1978. Nous renvoyons le lecteur à cette brochure intitulée « Auschwitz ou le grand alibi ».

Quant aux gens de la « Guerre sociale » que leur infantilisme a conduits à blanchir un impérialisme au lieu de les dénoncer tous, qu'ils se tirent comme ils peuvent de ce guépier !

Lisez et diffusez  
**programme communiste**  
El Programa Comunista  
el oumami

## Où les jeunes prolétaires doivent-ils apprendre la « loi de la valeur » ?

Lors de la séance du 10 août 1869 du Conseil Général de l'AIT (1<sup>re</sup> Internationale), un des participants, Milner, fit cette proposition pour l'éducation des enfants : « La classe ouvrière doit insister pour qu'on enseigne aux enfants avec la production les lois qui déterminent la valeur du produit de leur travail », en d'autres termes l'« économie ». A la séance suivante, un autre participant, dénommé Marx, lui répondit : « On ne peut donner suite à la proposition du citoyen Milner dans le débat concernant les écoles, c'est une sorte d'éducation que les jeunes doivent recevoir des adultes dans la lutte quotidienne de la vie ». Et il ajoute : « Il ne faut rien introduire dans les écoles primaires ou secondaires qui admette une interprétation de parti ou de classe. Seules des matières telles que les sciences physiques, la grammaire, etc., conviennent aux écoles. Les règles de la grammaire, par exemple, ne peuvent pas différer, qu'elles soient expliquées par un bourgeois religieux ou par un libre penseur. Les matières admettant différentes conclusions doivent être exclues de l'école ». Il aurait même

parlé explicitement d'exclure la religion et l'économie politique, qui est, il est vrai, la religion du capital. On pourrait ajouter aujourd'hui l'histoire !

Marx pensait qu'autrement la classe ouvrière livrait l'éducation sociale et politique de ses enfants aux bourgeois ! Aujourd'hui ce sont les partis soi-disant ouvriers qui réclament à cor et à cri que l'école bourgeoise, dans laquelle ils voient un temple de la culture placée au-dessus des classes, éduque nos enfants par l'enseignement de l'économie politique, c'est-à-dire de la soumission aux lois du capital, et de l'histoire, c'est-à-dire principalement de l'exaltation du chauvinisme.

Il faut donc porter à l'école la lutte contre la propagande bourgeoise. Et les jeunes prolétaires, aujourd'hui comme hier, devront apprendre ces disciplines non à l'école, mais par les organismes de classe indépendants de la classe capitaliste, et avant tout dans le parti de classe, dans le vif de la lutte prolétarienne.

## « Eugène Varlin » et la guerre impérialiste

L'OCML « Eugène Varlin », issue de la matrice stalinienne « de gauche » qui a donné l'« Eveil » et le « Bolchévick », s'est fait une spécialité de la dénonciation du chauvinisme et du pacifisme, et de la propagande en vue de la « transformation de la troisième guerre impérialiste en guerre civile ». On ne peut que se réjouir de ce symptôme parmi d'autres de la crise du stalinisme, qui amène de petits groupes à tenter de rompre de façon plus ou moins conséquente avec le nationalisme invétéré de ce courant. Mais pour que la rupture soit complète, il faudrait, précisément, ne pas s'arrêter en chemin. C'est ce dont « Eugène Varlin », attaché qu'il est à la matrice m.-l., est bien incapable, comme l'illustre sa position vis-à-vis de la seconde guerre mondiale.

Cette guerre, dit « Eugène Varlin », était impérialiste et elle n'a changé de nature ni avec l'occupation de certains pays comme la France, ni avec l'entrée en guerre de la Russie. Et de critiquer les mots d'ordre de lutte anti-fasciste et de libération nationale, couvrant la défense social-chauvine de la patrie dans la guerre impérialiste.

Fort bien. Mais l'inconséquence d'« Eugène Varlin » saute aux yeux quand par exemple il définit les FTP comme un « embryon d'armée prolétarienne » qui aurait fait faillite « du fait de la ligne réformiste du PCF » (La voie de la création du parti, n° 3, p. 31), ou encore quand il écrit que pendant la guerre « il fallait soutenir le mouvement gréviste et les mouvements de protestation contre la vie chère et l'absence de droits démocratiques en fusionnant avec eux le développement de la lutte armée contre le gouvernement de Vichy et son allié, l'impérialisme allemand » (ibid., p. 38). Ainsi, il aurait suffi de changer la « ligne » de la direction des FTP pour les transformer d'embellée en armée prolétarienne. On ne précise pas que pour être véritablement communiste, la lutte devait se développer sur les deux fronts — contre le fascisme mais aussi contre la démocratie — et qu'elle impliquait l'appel à la fraternisation avec les prolétaires et paysans allemands sous l'uniforme comme unique moyen de mettre fin à la guerre bourgeoise et de la transformer en guerre civile révolutionnaire. Sinon, on ne fait que rêver d'une impossible Résistance « rouge ».

D'autre part pour « Eugène Varlin » qui, à la manière de l'« Eveil » et du « Bolchévick », voit des « situations révolutionnaires » partout, la situation en 1945 était révolutionnaire : et « qui peut dire ce qui se serait passé si le

PCF avait été un parti réellement révolutionnaire ? » (La voie de la création du parti, n° 4, p. 33). On n'écrit pas l'histoire avec des si, mais surtout une telle affirmation révèle une incompréhension totale de la gravité de la deuxième guerre en tant que défaite du prolétariat international et aboutissement de la contre-révolution commencée en 1926. Aussi l'attitude de ce qui restait de l'IC pendant la guerre relevait-elle de bien autre chose que de « tendances opportunistes », comme dit « Eugène Varlin » : elle était pourrie jusqu'à la moelle. « Eugène Varlin » partage la théorie du « socialisme dans un seul pays » : aussi serait-il bien en peine de montrer dans l'adoption de cette théorie l'origine de la contre-révolution et de la politique de l'URSS pendant la dernière guerre, politique qui ne l'empêchait pas du reste, selon « Eugène Varlin », de rester « socialiste »...

« Eugène Varlin » ne cesse de proclamer la nécessité de tirer un bilan des « erreurs » du stalinisme et de l'IC. Mais le stalinisme n'a pas fait d'« erreurs ». Il est un courant étranger au marxisme qui a détruit l'IC en s'appuyant, certes, sur certaines faiblesses de sa part. Voilà pourquoi, pour rompre jusqu'au bout avec le chauvinisme il faut aussi rompre avec toutes les orientations antiprolétariennes du stalinisme.

### SOUSCRIPTION PERMANENTE LISTE N° 10

Lausanne : 249 F ; Barbieri : 30 F ; François : 20 F ; Soutien à la presse internationale : 150 F et 400 F.

Souscriptions « Incendie » : Bordeaux : 1.750 F ; Gaston : 100 F ; Robert : 50 F ; Lyon : 1.077 F ; Valence : 300 F ; un lecteur : 50 F ; un abonné : 620 F ; Canada : 225 F ; Anthony : 50 F ; Gonesse : 100 F ; Lagny : 1.000 F.

TOTAL ..... 6.271,00 F  
TOTAL PRECEDENT ..... 69.056,50 F  
TOTAL GENERAL ..... 75.327,50 F

Nous remercions tous nos camarades, lecteurs et sympathisants qui, spontanément, ont souvent versé de fortes souscriptions à la suite de l'incendie de notre local parisien.

Nous avons déjà reçu 6.172 F sous la mention « Pour l'incendie ». Ce n'est qu'une partie de l'argent dont nous avons besoin pour faire les réparations urgentes, racheter du matériel d'impression et republier une partie du matériel politique qui a brûlé. Nous appelons tous les camarades à poursuivre l'effort militant du soutien financier au Parti.

## Encore un miracle japonais...

Non contents d'avoir les voitures les plus compétitives, un rare sens de l'honneur dans les classes dirigeantes, une discipline familiale à toute épreuve, des esclaves salariés attachés à leur entreprise comme à leur nation, les capitalistes japonais jouissent aussi, selon la presse bourgeoise, d'une forme enviable de « grève » ouvrière : quand un ouvrier est mécontent, il l'indique en mettant un brassard noir... De quoi faire rêver messieurs les opportunistes de notre pauvre Europe, pourtant déjà experts en journées d'action sans action et banderoles d'entreprise en grève sans grève !

Mais la classe ouvrière du Japon, malgré la formidable oppression internationale dont elle est victime, a déjà montré et montrera encore qu'elle n'est pas toute entière et définitivement acquise à la politique du brassard !

## Correspondances

### ● Dans le Nord la « grande mobilisation » contre Giscard

La grande presse en a surtout retenu le dialogue « républicain » entre Mauroy et Giscard. Et les travailleurs ? Le PS pouvait compter sur la CFDT pour qu'elle ne gêne en rien le dialogue entre Mauroy et Giscard à la mairie de Lille : le rassemblement prévu s'est tenu à Roubaix (à 15 km de là). Quant au PC et à la CGT, ils annonçaient deux grandes journées de lutte dans la région. Qu'en a-t-il été ? Les grèves et débrayages ont été rarissimes, le plus souvent, seul l'appareil syndical a bougé. C'est ainsi que la manifestation régionale de la CGT qui se déroulait dans l'après-midi du 9 octobre (avant l'heure de sortie des usines et des bureaux, en évitant soigneusement le centre ville et bien sûr la mairie) regroupait en tout et pour tout 3 à 5.000 militants CGT et élus du PCF, venus des quatre coins de la région.

Dans ces conditions, le discours de Kravuski portant sur les solutions économiques de la CGT face à la crise dans la région, à peine écouté, n'a soulevé aucun délire, et les militants du PC ont pu tranquillement aggraver les militants d'autres partis venus distribuer des tracts : ceux de notre parti et ceux de la LCR. Quelle ingratitude pour ces derniers ! Car il faut noter que la LCR, appliquant son mot d'ordre d'unité avant tout (l'unité des — et avec les — appareils opportunistes), s'était donné un mal fou pour le faire aboutir, avec pour résultat concret : un millier de signatures à sa pétition et une soixantaine de personnes à la queue de la manifestation cégétiste...

### ● Dans la région lyonnaise : Fin des manifestations antifascistes après Copernic...

Après avoir décrit la « manifestation unitaire » qui s'est déroulée à Lyon, de la préfecture du Rhône au monument de la Résistance, notre correspondant conclut : « L'antifascisme démocratique ne peut avoir qu'une signification : la revendication du monopole de la violence pour l'Etat supposé au-dessus des classes » !

La preuve ? A la fin de la manifestation trois membres d'un « collectif libertaire » ont été interpellés pour avoir brandi une banderole et distribué des tracts sur lesquels étaient revendiqués « l'action directe contre tous les fascismes » en montrant la similitude du terrorisme d'extrême droite et celui de l'Etat et même de celui des élus locaux. Provocation, incitation au meurtre ! Et excepté quelques protestations d'usage dans la presse, il n'y a eu aucune manifestation de solidarité active avec ces ennemis de l'ordre...

### ● La grève des mineurs de Merlebach et la manifestation organisée par la CGT à Paris

Nous aurons sans doute l'occasion de revenir sur la grève des mineurs de Merlebach, en majorité marocains, que l'Etat français exploite dans des conditions bestiales, avec des contrats temporaires, pas de Sécurité sociale, etc. C'est un des mille faits qui illustrent les beautés du « strict contrôle de l'immigration », réclamé de la droite à la gauche... (Un de ces mille faits que nos lecteurs sont invités à signaler à nos rédactions : ils sont plus éloquentes que de longs discours.)

Une partie de ces grévistes a eu le privilège de défiler de la République au Palais-Royal pour demander « l'exploitation de toutes nos richesses nationales », tricolores bien sûr, et le maintien de notre potentiel minier. Et pourquoi pas une meilleure exploitation de notre main-d'œuvre néo-coloniale ? Souhaitons que ces obscénités de la collaboration de classe contribuent à accroître la colère de ces travailleurs et les incite à s'organiser indépendamment de leurs bourreaux et aides-bourreaux.

## Vie du Parti

### ● Contre l'offensive anti-immigrés

A l'occasion de la signature des accords franco-algériens qui prévoient le renvoi annuel de 35.000 travailleurs, les sections ont à leur disposition :

— un tract appelant les prolétaires de toutes les nationalités à la lutte contre l'offensive anti-immigrés ; celui-ci doit être diffusé dans tous les circuits normaux, mais doit également faire l'objet de diffusions spéciales dans les semaines qui viennent ;

— un supplément spécial à 8 pages d'El-Oumami qui s'adresse plus spécialement aux travailleurs algériens (et qui contient un tract dénonçant les accords, à diffuser parmi les ouvriers de cette nationalité).

Les lecteurs isolés qui désirent obtenir ce matériel peuvent s'adresser à la section locale ou passer commande au journal.

Des réunions publiques prévues sur ce thème seront indiquées localement par voie de tract.

## Permanences du Parti

### EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2<sup>e</sup> lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

### EN FRANCE

● A Aix-en-Provence : vente le dernier samedi du mois, de 11 h à 12 h, au marché devant le Palais de Justice.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Arles : vente sur le marché du boulevard des Lices, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h.

● A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 h à 12 h.

● A Besançon : vente le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, devant le Suma de Planoise, avenue de Franche-Comté.

● A Caen : vente au marché Saint-Pierre de 10 h 30 à 12 h, dimanche tous les quinze jours, soit les 2, 16 et 30 novembre, etc.

● Grenoble : vente au marché Saint-Bruno, dimanche tous les quinze jours, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 2, 16 et 30 novembre, etc.

● Au Havre : vente au marché d'Harfleur le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois.

● Au Mans : vente sur le marché de Pontlieu, le 2<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

● A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, de 10 h à 11 h, dimanche tous les quinze jours, soit les 19, 2, 16 et 30 novembre, etc.

● A Nantes : vente le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.

● A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2<sup>e</sup> et le 4<sup>e</sup> samedi du mois.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois.

● A Strasbourg : vente au marché de Neudorf, place du marché, le 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> samedi du mois.

● A Toulon : vente au marché du cours L.-Blanc à La Seyne-sur-Mer, dimanche tous les quinze jours, soit les 2, 16 et 30 novembre, etc.

● A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche du mois, de 11 h à 12 h.

● A Valence : vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourguès-Valence, place de la Liberté, soit les 2, 16 et 30 novembre, etc.

### EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 h à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1<sup>er</sup> étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE  
J.A. BP 199  
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE  
Editions Programme, 32, rue du Pré-du-Marché  
1004 LAUSANNE

Directeur-gérant : SARO  
Imprimerie « E.P. »  
232, rue de Charenton - 75012 PARIS

Distribué par les NMPP

No d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926

## Réunion publique à Paris

Le vendredi 7 novembre, à 20 h 30,

à l'AGECA, 177, rue de Charonne, 75011 Paris (M° Alexandre-Dumas)

Qu'est-ce que le socialisme ?